



Services Publics en Creuse

L'heure est plus que jamais à la mobilisation

Le mouvement massif de grève et de manifestations du 15 mai n'a reçu aucune réponse si ce n'est l'annonce d'une inacceptable remise en cause du droit de grève dans l'éducation et dans la Fonction publique.

Le projet de loi « *relatif à la mobilité et aux parcours professionnels* » et la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) constituent des « armes de destruction massive » des Services Publics, Ils induisent l'affaiblissement voire la suppression ou la privatisation de missions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail, la mise en cause du statut, l'extension du recours aux non titulaires, de leur gestion par les agences d'intérim, de la création de la position dite « *de réorientation professionnelle* » véritable antichambre pour de nombreux licenciements de fonctionnaires...

Leur seul objectif, avoué, est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique (160 000 en 4 ans). **En Creuse, ce sont près de 400 emplois qui sont déjà directement menacés** et cela s'amplifiera avec la RGPP.

Tout cela se met en œuvre sans que soit posée la question des missions de service public et celle des besoins des usagers et des citoyens sur l'ensemble du territoire. Par exemple, la politique éducative du gouvernement porte gravement atteinte à la capacité du service public d'assurer la réussite de tous les jeunes.

A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels liées à l'insuffisante revalorisation du point d'indice. Aucune négociation salariale n'est aujourd'hui engagée...

D'autre part, le gouvernement prétend imposer de nouvelles dégradations en matière de retraites, en refusant d'engager un débat sérieux sur de nouveaux modes de financement de notre système par répartition (taxation des stocks-options et des revenus du capital). Comment expliquer que ce qui fut possible dans les décombres de la guerre ne le serait plus dans un pays qui est aujourd'hui une des toutes premières puissances économiques mondiales ?

Nous exigeons :

- Un véritable débat démocratique sur la réforme de l'Etat et de la Fonction publique en partant des besoins de tous ;
- Un emploi public, stable, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire ;
- L'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions ;
- Un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim.
- Le retrait du projet de loi dit « *relatif à la mobilité et aux parcours professionnels* » et de celui sur le service minimum d'accueil remettant en cause les conditions d'exercice du droit de grève.
- L'ouverture immédiate de négociations salariales visant à maintenir le pouvoir d'achat de la valeur du point d'indice.

Guéret, le 5 juin 2008